

**MINISTÈRE DES FINANCES  
ET MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DES POSTES,  
TELEGRAPHES ET TELEPHONES**

**2 OCTOBRE 1972. — Arrêté ministériel relatif à l'emprunt 6,75 p.c. 1972-1987, à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Régie des Télégraphes et des Téléphones**

Le Ministre des Finances,  
Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu la loi du 19 juillet 1930, créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones, notamment l'article 25 modifié par la loi du 23 mars 1951;

Vu les lois des 24 mai 1971 et 30 juin 1972, autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à émettre sous la garantie de l'Etat, en Belgique ou à l'étranger, en monnaie belge ou étrangère, un ou plusieurs emprunts pour un montant n'excédant pas respectivement sept milliards et onze milliards cinq cents millions de francs;

Considérant que le montant des emprunts émis par la Régie à charge des autorisations visées ci-dessus laisse une marge suffisante pour permettre l'émission d'un emprunt au capital nominal de huit milliards de francs;

Considérant qu'il y a lieu de fixer les modalités d'émission de cet emprunt,

Arrêtent :

**Article 1er.** La Régie des Télégraphes et des Téléphones est autorisée à émettre, aux conditions déterminées ci-après, un emprunt dénommé « Emprunt 6,75 p.c. 1972-1987 », dont le capital nominal est limité à huit milliards de francs.

**Art. 2.** L'emprunt est représenté par des obligations au porteur de 5 000 francs, 10 000 francs, 25 000 francs, 50 000 francs, 100 000 francs et 500 000 francs.

Les coupures de 5 000 francs ne sont toutefois délivrées qu'à titre d'appoint.

Les obligations portent intérêt au taux de 6,75 p.c. l'an, à partir du 26 octobre 1972.

Elles sont munies de 15 coupons d'intérêt annuels payables le 26 octobre de chacune des années 1973 à 1987.

Les obligations peuvent être converties par les porteurs en inscriptions nominatives.

**Art. 3.** La souscription publique aux obligations de l'emprunt est ouverte le 12 octobre 1972. Elle est close dès que les souscriptions atteignent le capital nominal de huit milliards de francs et, au plus tard, le 25 octobre 1972.

**Art. 4.** Le prix d'émission, fixé à 99,75 p.c. de la valeur nominale, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

**Art. 5.** Les obligations de l'emprunt peuvent également être cédées ferme ou données en option.

**Art. 6.** L'emprunt est amortissable, à partir de la deuxième année, conformément au tableau-type d'amortissement ci-annexé établi pour un capital nominal de 1 milliard de francs.

Dans le délai d'un mois après la clôture de la souscription, un tableau d'amortissement calculé sur le montant de l'emprunt sera publié au *Moniteur belge*.

Les dotations sont destinées au rachat des obligations à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

En cas d'élévation des cours au-dessus du pair, les rachats sont suspendus et le montant de la dotation restant disponible de ce chef au 17 août de l'une des années 1974 à 1986 est affecté au remboursement, au pair, le 26 octobre suivant, d'obligations à désigner par un tirage au sort.

Les obligations non amorties avant le 26 octobre 1987 sont remboursables à cette date au pair de leur valeur nominale.

**MINISTERIE VAN FINANCIËN EN MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN EN VAN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE**

**2 OKTOBER 1972. — Ministerieel besluit betreffende de 6,75 pct.-lening 1972-1987, aan te gaan door de Regie van Telegrafie en Telefonie, met staatswaarborg**

De Minister van Financiën,  
De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Gelet op de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van Telegrafie en Telefonie, namelijk artikel 25, gewijzigd bij de wet van 23 maart 1951;

Gelet op de wetten van 24 mei 1971 en 30 juni 1972 waarbij de Regie van Telegrafie en Telefonie wordt gemachtigd, met waarborg van de Staat, in België of in het buitenland, in Belgische of in vreemde munt, een of meer leningen uit te schrijven voor een nominaal bedrag dat respectievelijk niet hoger is dan zeven miljard en elf miljard vijfhonderd miljoen frank;

Overwegende dat het bedrag van de, ten bezware van bovenvermelde machtigingen, door de Regie uitgegeven leningen, een voldoende marge overlaat om de uitgifte van een lening nominaal groot acht miljard frank toe te laten;

Overwegende dat de uitgiftemodaliteiten van deze lening dienen bepaald,

Besluiten :

**Artikel 1.** De Regie van Telegrafie en Telefonie wordt ertoe gemachtigd, tegen de hiernabepaalde voorwaarden, een lening genaamd « 6,75 pct.-lening 1972-1987 », waarvan het nominaal kapitaal beperkt wordt tot acht miljard frank, uit te geven.

**Art. 2.** De lening wordt vertegenwoordigd door toonderobligaties van 5 000 frank, 10 000 frank, 25 000 frank, 50 000 frank, 100 000 frank en 500 000 frank.

De coupures van 5 000 frank worden slechts als bijvoeging afgeleverd.

De obligaties renten 6,75 pct. 's jaars van 26 oktober 1972 af.

Zij zijn voorzien van vijftien jaarlijkse rentecoupons betaalbaar op 26 oktober van elk der jaren 1973 tot 1987.

De obligaties kunnen door de houders omgezet worden in inschrijvingen op naam.

**Art. 3.** De openbare inschrijving op de obligaties van de lening wordt opengesteld op 12 oktober 1972. Zij wordt afgesloten zodra het ingeschreven nominaal kapitaal acht miljard frank bereikt en, uiterlijk, op 25 oktober 1972.

**Art. 4.** De uitgifteprijs, vastgesteld op 99,75 pct. van de nominale waarde, is volledig in specien te betalen op het ogenblik van de indiening der inschrijvingen.

**Art. 5.** De obligaties van de lening kunnen eveneens vast afgestaan of in optie gegeven worden.

**Art. 6.** De lening wordt afgelost van het tweede jaar af, overeenkomstig de hierbijgevoegde model-aflossingstabel opgemaakt voor een nominaal kapitaal van 1 miljard frank.

Binnen de termijn van één maand na de afsluiting van de inschrijving wordt een op het bedrag der lening berekende aflossingstabel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De dotaties dienen tot inkoop van de obligaties tegen koersen die het pari van de nominale waarde niet overschrijden.

Bij koersstijging boven het pari worden de inkoop opgeschort en het uit dien hoofde op 17 augustus van een der jaren 1974 tot 1986 beschikbaar gebleven dotatiebedrag wordt aangewend ter terugbetaling à pari op 26 oktober daaropvolgend, van door uittoting aan te wijzen obligaties.

De niet vóór 26 oktober 1987 afgeloste obligaties zijn op die datum terugbetaalbaar à pari van hun nominale waarde.

Art. 7. Les obligations désignées au remboursement par un tirage au sort cessent de porter intérêt à partir de leur date d'exigibilité.

Art. 8. Les tirages au sort prévus à l'article 6 sont effectués le 8 septembre ou le dernier jour ouvrable précédent si le jour précité est un samedi ou un jour férié légal; ils portent sur des groupes d'obligations représentant chacun un capital nominal de dix millions de francs. Chacun de ces groupes est constitué par des obligations de même valeur nominale, classées dans l'ordre ascendant des numéros. Toutefois, le groupe comprenant les numéros les plus élevés des obligations de chaque valeur nominale peut représenter un capital nominal inférieur à dix millions de francs.

A chaque tirage, il est désigné un nombre de groupe d'obligations suffisant pour constituer le capital à amortir, compte tenu, le cas échéant, du nombre d'obligations antérieurement rachetées pour l'amortissement ou éventuellement remboursées et comprises dans les groupes désignés au tirage. Les obligations faisant partie du dernier groupe désigné par le tirage ne sont prises en considération qu'à concurrence de l'appoint nécessaire pour parfaire le capital à amortir et ce, dans l'ordre ascendant des numéros.

Les tirages peuvent être effectués par des procédés mécanographiques.

Il est dressé procès-verbal des opérations de tirage.

Art. 9. La Régie des Télégraphes et des Téléphones se réserve la faculté de rembourser par anticipation, au pair, le 26 octobre 1980 ou à toute échéance d'intérêt suivante et moyennant un préavis de trois mois, à publier au *Moniteur belge*, tout ou partie des obligations restant à amortir.

Dans l'éventualité d'un remboursement partiel avant terme, un tirage au sort à effectuer au plus tard le 8 septembre désignera les obligations à rembourser le 26 octobre suivant.

La liste des obligations sorties à ce tirage sera publiée au *Moniteur belge* au plus tard le 28 septembre.

Art. 10. Le tableau d'amortissement dont question à l'alinéa 2 de l'article 6 sera adapté en cas de remboursements anticipés effectués en application de l'article 9.

Art. 11. Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

Art. 12. Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont effectués aux guichets du caissier de l'Etat, à la Banque Nationale de Belgique, à Bruxelles et en province.

Les obligations présentées au remboursement doivent être munies des coupons d'intérêt non échus à la date d'exigibilité. Le montant des coupons manquants est déduit du capital à rembourser.

Art. 13. Les obligations de l'emprunt sont soumises au visa du Trésor.

Ce visa, qui comporte la garantie de l'Etat, consiste dans l'approbation :

1. sur le manteau des titres, de la griffe du directeur général de la Trésorerie et de celle de l'inspecteur général chargé du service de la dette au porteur, ainsi que du timbre du Ministère des Finances;
2. sur le recto de chacun des coupons, du timbre spécial de contrôle du Trésor.

Art. 14. La taxe sur les opérations de bourse due pour l'émission de l'emprunt est acquittée directement par la Régie des Télégraphes et des Téléphones et supportée par elle.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 octobre 1972.

Le Ministre des Finances,

A. VLERICK

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

K. ANSEELE

Art. 7. De uitgelote obligaties ~~resten niet meer vanaf de datum van hun opvorderbaarheid.~~

Art. 8. De uitlotingen, voorzien bij artikel 6 hebben plaats op 8 september of op de laatst voorgaande werkdag indien de gestelde datum een zaterdag of een wettelijke feestdag is; zij betreffen groepen obligaties die ieder een nominaal kapitaal groot tien miljoen frank vertegenwoordigen. Elk van deze groepen wordt gevormd door obligaties van een zelfde nominale waarde, gerangschikt naar de opgaande volgorde van de nummers. Nochtans mag de groep die de hoogste nummers van de obligaties van elke nominale waarde bevat, een nominaal kapitaal kleiner dan tien miljoen frank vertegenwoordigen.

Er wordt telkens een voldoende aantal groepen obligaties uitgeloot om het af te lossen kapitaal te vormen, eventueel met inachtneming van het aantal vroeger voor de aflossing ingekochte of eventueel terugbetaalde obligaties die in de bij de uitloting aangewezen groepen begrepen zijn. De obligaties welke deel uitmaken van de laatst uitgelote groep worden slechts in aanmerking genomen tot beloop van het saldo dat nodig is om het af te lossen kapitaal aan te vullen en zulks in de opgaande volgorde van de nummers.

De uitlotingen kunnen door aanwending van mecanografische procédés geschieden.

Van de uitlotingsverrichtingen wordt proces-verbaal opgemaakt.

Art. 9. De Regie van Telegrafie en Telefonie behoudt zich het recht voor, op 26 oktober 1980 of op elke daaropvolgende rentevervaldag, alle nog af te lossen obligaties of een gedeelte ervan vervroegd à pari terug te betalen, mits een in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken preadvies van drie maanden.

Bij een gedeeltelijk vervroegde terugbetaling worden door een ten laatste op 8 september uit te voeren uitloting, de op 26 oktober daaropvolgend terug te betalen obligaties aangewezen.

De lijst van die uitgelote obligaties wordt uiterlijk op 28 september in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 10. De aflossingstabel waarvan sprake in het tweede lid van artikel 6 zal worden aangepast in geval van vervroegde terugbetalingen gedaan bij toepassing van artikel 9.

Art. 11. De betaling van de rente en de terugbetaling van de obligaties zijn door de Staat gewaarborgd.

Art. 12. De betaling van de coupons en de terugbetaling van de obligaties geschieden aan de loketten van de rijkskassier, bij de Nationale Bank van België, te Brussel en buiten de hoofdstad.

De ter terugbetaling aangeboden obligaties moeten voorzien zijn van de op de datum van opvorderbaarheid niet vervallen rentecoupons. Het bedrag van de ontbrekende coupons wordt van het terug te betalen kapitaal afgetrokken.

Art. 13. De obligaties van de lening zijn onderworpen aan het visum van de Schatkist.

Dit visum dat 's Rijks waarborg in zich sluit, bestaat in het aanbrengen :

1. op de mantel der effecten, van de naamstempel van de directeur-generaal der Thesaurie en van die van de inspecteur-generaal belast met de dienst van de Schuld aan toonder, alsmede van het zegel van het Ministerie van Financiën;
2. op de voorzijde van elk der coupons, van de speciale controlestempel van de Schatkist.

Art. 14. De taxe op de beursverrichtingen verschuldigd wegens de uitgifte van de lening wordt rechtstreeks door de Regie van Telegrafie en Telefonie gekweten en door haar gedragen.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 2 oktober 1972.

De Minister van Financiën,

Emprunt 6,75 p.c. 1972-1987  
de la Régie des Télégraphes et des Téléphones

6,75 pct.-lening 1972-1987  
van de Regie van Telegrafie en Telefonie

Tableau-type d'amortissement  
pour un capital nominal de 1 milliard de francs

Model-aflossingstabel  
voor een nominaal kapitaal van 1 miljard frank

Dates de remboursement — Data van terugbetaling	Capital à amortir — Af te lossen kapitaal	Dates de remboursement — Data van terugbetaling	Capital à amortir — Af te lossen kapitaal	Dates de remboursement — Data van terugbetaling	Capital à amortir — Af te lossen kapitaal
26 octobre/26 oktober	F	26 octobre/26 oktober	F	26 octobre/26 oktober	F
1974	45 000 000	Report/Overdracht :	321 000 000	Report/Overdracht :	616 000 000
1975	48 000 000	1980	67 000 000	1984	87 000 000
1976	51 000 000	1981	71 000 000	1985	93 000 000
1977	55 000 000	1982	76 000 000	1986	99 000 000
1978	59 000 000	1983	81 000 000	1987	105 000 000
1979	63 000 000	A reporter/Over te dragen	616 000 000	Total/Totaal	1 000 000 000
A reporter/Over te dragen	321 000 000				

Vu et approuvé pour être annexé à Notre arrêté du 2 octobre 1972.

Ons bekend en goedgekeurd om aan Ons besluit van 2 oktober 1972 te worden toegevoegd.

Le Ministre des Finances,  
A. VLERICK

De Minister van Financiën,

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

E. ANSELE

#### MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

##### Personnel civil. — Admission au stage

Par arrêté royal n° 14646 du 20 avril 1972, M. Rooms, E.E., licencié en philosophie et lettres (Groupe : histoire), agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, est admis au stage en qualité de professeur à l'École royale des cadets (subdivision régionale Lierre) le 15 mars 1972.

##### Aumônerie. — Démission du cadre de réserve

Par arrêté royal n° 14615 du 4 avril 1972, M. l'abbé De Bondt, C., aumônier de deuxième classe du culte catholique, cesse à sa demande de faire partie du cadre des aumôniers de réserve à partir du 1er avril 1972.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

##### Aumônerie Nominations dans le cadre de réserve

Par arrêté royal n° 14647 du 20 avril 1972, M. l'abbé Abeloos, A., est nommé aumônier de réserve de deuxième classe du culte catholique le 1er avril 1972.

Par arrêté royal n° 14739 du 27 juin 1972, M. le pasteur Bertieaux, J., est nommé aumônier de réserve de deuxième classe du culte protestant le 1er juin 1972.

##### Aumônerie Démission du cadre de réserve et admission dans le cadre actif

Par arrêté royal n° 14734 du 23 juin 1972, la démission du cadre de réserve des aumôniers militaires offerte par le révérend père Janssen, Theodorus, aumônier de 2e classe du culte catholique, est acceptée à la date du 1er mai 1972.

L'intéressé est admis avec son rang dans le cadre actif des aumôniers militaires le 1er mai 1972.

#### MINISTÈRE VAN LANDSVERDEDIGING

##### Burgerlijk personeel. — Toelating tot de proeftijd

Bij koninklijk besluit nr. 14646 van 20 april 1972 wordt de heer E.E., Rooms, licentiaat in de letteren en wijsbegeerte (groep : geschiedenis, geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs, de 15e maart 1972 als leraar aan de Koninklijke cadettenschool (onderafdeling Lier) tot de proeftijd toegelaten.

##### Aalmozeniersdienst. — Ontslag uit het reservekader

Bij koninklijk besluit nr. 14615 van 4 april 1972, houdt vanaf 1 april 1972, Eerwaarde heer C. De Bondt, reserveaalmoezener tweede klasse van de katholieke eredienst, op, op eigen verzoek deel uit te maken van het kader der reserveaalmoezeners.

Hij wordt ertoe gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

##### Aalmozeniersdienst Benoemingen in het reservekader

Bij koninklijk besluit nr. 14647 van 20 april 1972, wordt E.H. J.A. Abeloos, de 1e april 1972 tot reserveaalmoezener tweede klasse van de katholieke eredienst benoemd.

Bij koninklijk besluit nr. 14739 van 27 juni 1972, wordt de heer dominee Bertieaux, J., op 1 juni 1972 tot reserveaalmoezener tweede klasse van de protestantse eredienst benoemd.

##### Aalmozeniersdienst Ontslag uit het reservekader en opneming in het actief kader

Bij koninklijk besluit nr. 14734 van 23 juni 1972, wordt het door eerwaarde pater Theodorus Janssen, aalmoezener 2e klasse, van de katholieke eredienst, aangeboden ontslag uit het reservekader van de militaire aalmoezeners op 1 mei 1972 aanvaard.

De betrokkene wordt op 1 mei 1972 met zijn rang in het actief kader der militaire aalmoezeners opgenomen.